



PROPOSITION DE STAGE 2026-2027

Le GIS Avenir Elevages (<https://www.gis-avenir-elevages.org/>), souhaite soutenir des stages étudiants sur le thème de l'élevage en finançant des bourses. Le sujet proposé doit s'inscrire dans les **axes thématiques prioritaires du GIS** : 1) **L'animal dans son système**, 2) **Elevage et environnement**, 3) **Elevage et société** (cf. ci-dessous). Ce sujet peut éventuellement s'inscrire dans le cadre de projets déjà financés (ANR, CASDAR, Europe...) **à condition qu'il apporte un complément au programme initial ou bien qu'il développe un thème exploratoire.**

Le sujet doit être encadré par un **maître de stage INRAE ou d'une UMR associant INRAE** (les crédits seront versés sur une ligne budgétaire INRAE).

Le stage doit être construit dans une **dynamique partenariale de R&D**. Il doit impliquer **au minimum deux organismes membres du GIS**, ceci n'excluant pas d'ouvrir le partenariat au-delà du GIS.

Le soutien apporté par le GIS Avenir Elevages couvre l'indemnité forfaitaire INRAE de l'ordre de 650 €/mois. Les responsables des stages soutenus par le GIS Avenir Elevages s'engagent à fournir une version du rapport de stage pour publication sur le site du GIS et à présenter les résultats du travail lors d'un séminaire scientifique du GIS.

Organismes demandeurs :

- (1) **Unité INRAE** : UMR 1427 IRISSO
- (2) **Partenaire 1** (préciser) :
- (3) **Partenaire 2** le cas échéant (préciser) :

Cocher l'axe thématique et la priorité du GIS Avenir Elevages dans laquelle s'inscrit le stage (un argumentaire pour justifier l'apport du stage aux travaux du GIS est demandé dans la fiche descriptive) :

- L'animal dans son système
 - Acceptabilité des nouvelles technologies génétiques
 - Quel phénotypage pour l'élevage de demain
 - Rôle de la diversité génétique pour les systèmes d'élevage de demain
- Elevage et environnement : repenser l'élevage dans le cadre de systèmes alimentaires circulaires durables
 - L'élevage dans l'économie circulaire
 - Reconnexion élevage – végétal
 - ☐ Evaluation environnementale de l'élevage : compétition pour les surfaces, biodiversité
 - ☐ Place de l'élevage dans les systèmes agri-alimentaires de demain
- ☒ Elevage et société
 - ☐ Enseigner et communiquer sur l'élevage
 - ☐ Attractivité des métiers et des filières d'élevage, rôle des femmes en élevage
 - ☐ Diversité et diversification des installations en élevages
 - Perception de l'animal d'élevage par la société

Cocher	Niveau du stage	Durée	Période
	Stage de césure entre M1 et M2	6 mois	
	Stage ingénieur M2 ou thèse vétérinaire	6 mois	
☒	Stage de M2 recherche	6 mois	Février-Juillet 2027

FICHE DESCRIPTIVE DU STAGE (2 pages maxi)

INTITULE DU STAGE : « Appropriations et circulations d'une politique sanitaire en situation d'épizootie : enquête auprès d'éleveuses et d'éleveurs membres d'organisations professionnelles agricoles face à la Dermatose Nodulaire Contagieuse Bovine (DNCB) »

Contexte et problématique :

La dermatose nodulaire contagieuse bovine (DNCB) a été détectée pour la première fois en France métropolitaine le 29 juin 2025. La DNBCB est une maladie virale qui affecte les bovins, les zébus et les buffles. Elle ne présente aucun risque pour la santé humaine lié à la consommation de produits issus de ces animaux. Pourtant, son apparition sur le territoire métropolitain a marqué le début d'une crise sanitaire d'envergure pour l'élevage bovin. La singularité de cette crise sanitaire tient notamment au cadre réglementaire européen dans lequel s'inscrit cette maladie virale. La DNBCB est une maladie de catégorie A au sens de la Loi de Santé Animale (LSA) de l'Union européenne (UE). Cette classification, la plus élevée, correspond aux maladies habituellement absentes de l'UE et soumises à une stratégie d'éradication immédiate dès leur détection. Le règlement délégué (UE) 2020/687 précise les mesures de lutte applicables en cas de suspicion et de confirmation d'un foyer. En l'occurrence, en cas de confirmation d'un foyer au sein de l'espèce, la mise à mort des individus du cheptel concerné constitue la mesure de principe, bien que le règlement prévoit certaines possibilités de dérogation et d'aménagement très encadrées. Malgré une faible mortalité, la DNBCB peut en effet engendrer un impact économique important pour les éleveurs : baisse de la production laitière, avortements, restrictions commerciales en cas de foyer déclaré, etc. La gestion de cette maladie est ainsi typique des difficultés que posent les politiques sanitaires en matière d'épizootie, à savoir un arbitrage entre des enjeux difficiles à concilier, notamment de santé publique, de santé et bien-être animal, d'économie agricole, de commerce international et, dans certains cas, de protection de l'environnement (Woods, 2004 ; Bonnaud & Fortané, 2016).

Conformément au droit européen, la France métropolitaine a appliqué un plan d'éradication de la maladie dès l'apparition du virus en Savoie. Cette politique sanitaire de lutte contre la DNBCB a été traduite par les autorités nationales en une série de mesures obligatoires : des restrictions partielles ou totales des mouvements des bovins, un dépeuplement total en cas de foyer avéré, une vaccination d'urgence au sein des zones réglementées (ZR) instaurées par arrêté préfectoral. La conception et la mise en œuvre de ces mesures ont reposé sur une chaîne d'acteurs publics allant du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Souveraineté alimentaire (MAASA) jusqu'aux administrations déconcentrées (DDPP, DDT, préfectures, etc.). Le processus décisionnel inclut aussi les parties prenantes, notamment les organisations professionnelles agricoles (OPA) et vétérinaire (OPV), sans compter dans certaines situations les experts scientifiques et des mobilisations citoyennes. Cette complexité du processus décisionnel constitue ainsi un terrain favorable à de nombreuses controverses sociotechniques où les différents enjeux constitutifs de la crise sont mis en tension (dans le cas des crises en santé animale, voir par exemple : Ollivier, 2013 ; Gardon et al., 2025).

Au 2 janvier 2026, 117 foyers avaient été recensés en France métropolitaine. De fait, tout signalement aux autorités par l'éleveur d'une suspicion de contamination de son cheptel implique que celui-ci soit disposé et résolu à accepter un dépeuplement total. L'éleveur est ainsi le dernier maillon de transmission et le premier maillon opérationnel de la politique sanitaire. Si cette dernière se fonde sur un cadre réglementaire et un consensus scientifique, seule l'acceptabilité de cette stratégie par les éleveurs permet, ultimement, l'application effective du plan d'éradication. Or, la crise de la DNBCB survient dans un contexte marqué par une forte médiatisation, la circulation de fausses informations et de controverses sur les modalités de lutte contre la maladie. Ces phénomènes ont pu entraver, voire empêcher, l'acceptabilité de la stratégie sanitaire de la DNBCB, entendue ici comme l'appropriation par les acteurs de l'élevage des mesures d'éradication de la maladie, telles que définies par les autorités nationales. Appréhender l'acceptabilité sociale par la notion d'appropriation d'un problème public (Gusfield, 1981 ; Cefai & Terzi, 2012) permet de s'écarter d'une conception diffusionniste et descendante de la décision : les mondes de l'élevage (OPA et OPV notamment) ont participé aux négociations sur les mesures de gestion et à la circulation des controverses. C'est donc tout cet écosystème qu'il faut appréhender pour comprendre le processus de décision et mesurer dans quelle mesure il a pu, ou non, favoriser l'acceptabilité des mesures par les éleveurs. Ce sont ces questions que le présent projet de stage propose d'étudier.

L'acceptabilité a en effet été qualifiée d'« enjeu majeur » par la mission d'information parlementaire lancée en novembre 2025 sur la gestion de la crise de la DNBCB. Dans leur rapport conclusif de février 2026, les sénateurs soulignent que l'acceptabilité de la stratégie sanitaire doit notamment s'appuyer sur l'information des éleveurs. Pourtant, le MAASA publiait, dès le premier foyer déclaré en Savoie, un communiqué de presse assertif et factuel sur la DNBCB, plus tard suivi par de nombreuses capsules vidéo explicatives. De

fait, la question de l'information sanitaire ne saurait être réduite à celle du seul travail de communication scientifique produit et relayé par les autorités publiques. Entre la prescription administrative et l'application de la stratégie sanitaire dans les exploitations, l'information circule en effet par l'intermédiaire de nombreux acteurs professionnels : vétérinaires, groupements de défense sanitaire (GDS), sections bovines syndicales, interprofessions ou encore organisations de conseil en élevage. Leur fonction de médiation a pu jouer un rôle dans le relais de la stratégie sanitaire auprès des éleveurs, en la contextualisant, la reformulant voire éventuellement en la contestant. Certaines organisations professionnelles agricoles comptent en leur sein une part substantielle, voire majoritaire d'éleveurs. La double position d'acteurs professionnels et de pairs est susceptible de leur conférer une légitimité et un crédit particuliers auprès des éleveuses et des éleveurs installés dans des zones réglementées. Les éleveurs d'organisations professionnelles ont ainsi pu constituer des médiateurs privilégiés de la politique sanitaire : dans le cadre de ce stage de recherche, nous proposons d'étudier plus particulièrement le rôle de ces organisations agricoles durant la crise de la DNCB.

Il s'agira d'observer les mécanismes d'appropriation de la stratégie sanitaire des éleveurs membres d'organisations professionnelles agricoles et leurs stratégies de communication auprès de leurs pairs. La problématique sera la suivante : Comment les éleveurs membres d'organisations professionnelles s'approprient et contribuent à la circulation de la politique sanitaire de la DNCB auprès de leurs pairs ? Cette problématique induira d'autres sous-questions : Dans quelle mesure participent-ils de la déclinaison locale d'une politique sanitaire nationale ? Comment interagissent-ils avec les autorités administratives déconcentrées et la profession vétérinaire ? Ce stage de recherche aurait pour terrain la région Bourgogne-Franche-Comté, où 8 foyers se sont déclarés. La singularité de cette région réside dans la place de premier plan de sa filière bovine. La Bourgogne-Franche-Comté est une région incontournable de l'élevage allaitant, avec 13,1 % du cheptel national, ce qui en fait le troisième bassin d'élevage allaitant du pays. En outre, un certain nombre de productions bénéficient de signes officiels de qualité (SIQO), notamment des viandes et fromages AOP et IGP, et donc d'une forte valeur ajoutée. Ces deux caractéristiques impliquent un tissu dense d'organisations professionnelles essentielles comme additionnelles (telles que les Organismes de Défense et de Gestion, ODG), pour administrer et assurer ces productions. Cela introduit précisément une variabilité intéressante dans le cadre de ce stage de recherche, à savoir le postulat d'une solidarité matérielle et relationnelle entre ces acteurs professionnels agricoles, appelés à œuvrer ensemble à la valorisation des débouchés et de la qualité des productions de ces élevages. Bien qu'également touchées par des foyers de DNCB, l'Occitanie et l'Auvergne-Rhône-Alpes ont joui d'une attention médiatique et politique particulière, qui a pu occulter les modalités de gestion de la situation sanitaire en Bourgogne-Franche-Comté. En outre, ces deux régions font déjà l'objet d'un projet de recherche dédié (voir LyMA).

Objectifs généraux du stage / Résultats attendus

Ce stage vise à analyser les modalités d'appropriation et de mise en circulation de la stratégie sanitaire d'éradication de la DNCB par les organisations professionnelles, avec une attention particulière portée aux éleveurs qui y sont investis. Il s'agira notamment de : appréhender les relations entre acteurs administratifs et acteurs professionnels agricoles autour de la stratégie sanitaire ; identifier les usages et les appropriations de l'expertise scientifique et sanitaire relative à la DNCB par les acteurs professionnels agricoles ; caractériser les modalités de circulation et de communication de l'information sanitaire au sein des réseaux professionnels et entre les organisations professionnelles et les éleveurs ; identifier les conditions favorisant l'appropriation des mesures d'éradication et l'acceptabilité de la stratégie sanitaire auprès des éleveurs. Ce stage permettra ainsi de mettre en évidence le rôle des organisations professionnelles et des éleveurs qui y sont engagés comme des intermédiaires de la politique sanitaire, entre prescriptions des autorités nationales et mise en œuvre opérationnelle dans les exploitations. *In fine*, ce stage contribuera à identifier les leviers facilitant l'acceptabilité des mesures de gestion par les éleveurs en cas de nouvelle crise sanitaire.

Le cas échéant, projet financé dans lequel s'insère le stage et justification de la demande :

La stagiaire rejoindra une équipe de chercheurs en sciences sociales impliqués dans le PEPR Elevages Durables, en particulier dans les projets ciblés sur "la transition agroécologique" et sur "vaccination et biosécurité". En collaboration avec des chercheurs en économie et en sciences vétérinaires, cette équipe s'intéresse notamment aux modalités de gestion des crises sanitaires en élevage (cas de l'Influenza et de la MHE en particulier). Le stage sur la DNCB sera complémentaire de ces recherches et apportera une réflexion sur un troisième cas d'étude additionnel. Cette intégration à une équipe et à un projet financé en cours facilitera le travail de la stagiaire, qui bénéficiera d'un encadrement rapproché et de moyens supplémentaires. Elle participera aux réunions du consortium pendant la période de son stage, ainsi qu'aux réunions d'équipe. Elle bénéficiera d'un espace de travail partagé, qui facilitera son intégration à la fois professionnelle et scientifique.

Insertion du stage dans les travaux du GIS et apport aux thématiques scientifiques du GIS :

Ce stage s'insère dans l'axe 3 du GIS, qui inclut la santé animale. Dans l'approche *One Health*, l'élevage durable prend en compte les animaux mais également les Hommes, dont la santé psychologique et le bien-être doivent être assurés et garantis. Ainsi, s'intéresser à la dimension socio-organisationnelle de la

gestion et de l'impact de la stratégie sanitaire sur les éleveurs concourt à la construction de systèmes d'élevage durables et résilients.

Bibliographie :

Bonnaud, L., & Fortané, N. (2016). Au-delà des crises de santé animale. Gouvernement & action publique, 3(3), 131–140. <https://doi.org/10.3917/gap.163.0131>

Cefaï, D., & Terzi, C. (Eds.). (2012). L'expérience des problèmes publics. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. <https://doi.org/10.4000/books.editionsehess.19522>

Gardon, S., Gautier, A., & Le Naour, G. (2025). Qui a tué les bouquetins du Bargy ? Usages et effets de la « crise » du Bouquetin du Bargy sur les savoirs vétérinaires. Quaderni, 114(1), 17–29. <https://doi.org/10.3917/quad.114.0017>

Gusfield, J. R. (1981). The culture of public problems: Drinking-driving and the symbolic order. University of Chicago Press.

Ollivier, B. (2013). The end of the French model for animal health? A sociological analysis of the bluetongue vaccination campaign (2007–2009). Sociologia Ruralis, 53(4), 496–514. <https://doi.org/10.1111/soru.12019>

Woods, A. (2004). A manufactured plague? The history of foot and mouth disease in Britain. Earthscan.

ACTIVITES DOMINANTES CONFIEES AU STAGIAIRE :

- Revue de littérature sur la gestion de crise en santé animale
- Etude de la presse professionnelle et de la presse locale
- Etude documentaire (rapports, plans d'action, etc.)
- Entretiens semi-directifs avec les acteurs agricoles de la région d'étude (Bourgogne-Franche-Comté)
- Analyse des données
- Valorisation des résultats

PROFIL REQUIS :

- Connaissances : formation en sociologie, sciences sociales et/ou science politique requise, connaissances sur l'agriculture et l'élevage souhaitées
- Compétences opérationnelles : enquête qualitative, analyse documentaire, rédaction d'un rapport de sciences sociales
- Langues : français, anglais
- Permis de conduire (le cas échéant) : si possible

AVANTAGES PROPOSES (le cas échéant) :

- logement : Non
- restauration : tarifs préférentiels CROUS
- transport : 50% Pass navigo
- Missions sur le terrain prises en charge intégralement (transports, logement et restauration)

CO-ENCADREMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Partenaire 1 : Cniel : Véronique Pardo

Partenaire 2 : ENSV : Mathilde Paul

Partenaire 3 : VetAgroSup : Sébastien Gardon

CONTACT DU RESPONSABLE SCIENTIFIQUE :

Nom et fonction du responsable scientifique à contacter : Nicolas Fortané, Chargé de recherche en sociologie à l'INRAE (laboratoire IRISSO, Université Paris-Dauphine)

Adresse : Place du maréchal de Lattre de Tassigny, 75016 Paris

Tél. : 06 84 24 98 99

Site web (équipe et/ou projet) :

<https://irisso.dauphine.psl.eu/membres/fiche/fortane-nicolas>

<https://www.pepr-elevages-durables.org/>

Email : nicolas.fortane@inrae.fr

DATES DU STAGE : Du 01/02/2027 au 01/07/2027

LIEU DU STAGE : Université Paris-Dauphine, laboratoire IRISSO